



Conseil économique et social

Distr. générale
14 mai 2018
Français
Original : anglais

Session de 2018

27 juillet 2017-26 juillet 2018

Point 4 de l'ordre du jour

**Élections, présentations de candidatures,
confirmations et nominations**

Nomination des 24 membres du Comité des politiques de développement

Note du Secrétaire général

1. Conformément aux résolutions 1998/46 et 1998/47 du Conseil économique et social, le Secrétaire général a l'honneur de proposer la candidature de 24 experts, dont les noms et qualités sont répertoriés ci-après, en vue de leur nomination au Comité des politiques de développement, à titre personnel, pour un mandat de trois ans commençant le 1^{er} janvier 2019 et expirant le 31 décembre 2021 (voir annexe I).

2. En sélectionnant les candidats, le Secrétaire général a tenu compte de la nécessité de bénéficier des compétences diversifiées d'écologues, d'économistes et de spécialistes des sciences sociales ayant une expérience dans le domaine du développement, ainsi que d'assurer une répartition géographique équitable, un équilibre entre les sexes et un équilibre entre la continuité et le changement dans la composition du Comité. Les informations biographiques concernant ces candidats figurent à l'annexe II.



Annexe I

Candidats à la nomination au Comité des politiques de développement

Adriana Abdenur (Brésil), professeure à l'Institut de relations internationales de l'Université catholique pontificale de Rio de Janeiro

Debapriya Bhattacharya (Bangladesh), membre émérite du Centre de dialogue sur les mesures à prendre

Winifred Byanyima (Ouganda), Directrice générale d'Oxfam International

Ha-Joon Chang (République de Corée), conférencier spécialisé dans le domaine des études du développement et chargé de cours d'économie politique du développement à la Faculté d'économie de l'Université de Cambridge

Diane Elson (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)*, professeure émérite à l'Université d'Essex

Marc Fleurbaey (France)*, professeur d'économie et de sciences humaines (chaire Robert E. Kuenne) à la Woodrow Wilson School de l'Université de Princeton

Sakiko Fukuda-Parr (Japon)*, professeure d'affaires internationales à la New School

Kevin Gallagher (États-Unis d'Amérique), Directeur du Centre des politiques mondiales de développement de l'Université de Boston et professeur spécialiste des politiques mondiales de développement à l'École d'études internationales Frederick S. Pardee

Arunabha Ghosh (Inde), fondateur et Président-directeur général du Council on Energy, Environment and Water

Sen Gong (Chine), Vice-Président exécutif du Center for International Knowledge on Development

Trudi Hartzenberg (Afrique du Sud), Directrice exécutive du Trade Law Centre for Southern Africa

Rashid Hassan (Soudan)*, professeur et Directeur du Centre d'économie et de politiques environnementales en Afrique de l'Université de Pretoria

Stephan Klasen (Allemagne)*, professeur d'économie (titulaire de chaire) et Directeur de l'Institut de recherches économiques ibéro-américaines et du Centre de recherches sur la pauvreté, l'équité et la croissance dans les pays en développement et en transition de l'Université de Göttingen

Amina Mama (Nigéria), Directrice du Département d'études du genre et de la condition de la femme et de l'Institut de recherches féministes de l'Université de Californie (Davis) et professeure spécialisée dans l'étude du genre, de la sexualité et de la condition de la femme

Mariana Mazzucato (Italie), professeure d'économie de l'innovation et de la valeur publique au University College de Londres et Directrice de l'Institut pour l'innovation et l'intérêt public du University College de Londres

Leticia Merino (Mexique)*, professeure à l'Institut de recherches sociales de l'Université nationale autonome du Mexique

* Candidat(e) qu'il est proposé de reconduire dans ses fonctions de membre du Comité.

Jacqueline Musiitwa (Zambie), fondatrice et Directrice associée du Hoja Law Group

Keith Nurse (Trinité-et-Tobago)*, associé principal de recherche à l'Institut d'études sociales et économiques Sir Arthur Lewis et titulaire de la chaire Organisation mondiale du commerce à l'Université des Indes occidentales

José Antonio Ocampo Gaviria (Colombie)*, membre du Conseil d'administration du Banco de la República (Banque centrale de la Colombie) et professeur (en congé) à l'École d'affaires internationales et publiques de l'Université Columbia (États-Unis d'Amérique)

Teresa Ribera (Espagne), Directrice de l'Institut du développement durable et des relations internationales

Meg Taylor (Papouasie-Nouvelle-Guinée), Secrétaire générale du Forum des îles du Pacifique et ancienne ambassadrice de la Papouasie-Nouvelle-Guinée auprès des États-Unis d'Amérique, du Mexique et du Canada en poste à Washington

Taffere Tesfachew (Éthiopie), consultant et ancien Directeur de la Division de l'Afrique, des pays les moins avancés et des programmes spéciaux de la CNUCED

Kori Udovicki (Serbie), Directrice du Center for Advanced Economic Studies

Natalya Volchkova (Fédération de Russie), maître de conférences à l'Institut central d'économie et de mathématiques de la New Economics School

* Candidat(e) qu'il est proposé de reconduire dans ses fonctions de membre du Comité.

Annexe II

Informations biographiques sur les candidats à la nomination au Comité des politiques de développement^a

Adriana Abdenur (Brésil)

Chercheuse et spécialiste des politiques à l'Institut Igarapé de Rio de Janeiro (Brésil), dont elle coordonne la Division de la consolidation de la paix et dirige les initiatives de prévention et de règlement des conflits en Amérique latine et en Afrique subsaharienne, M^{me} Abdenur est fondatrice et coordinatrice du BRICS Policy Center ; ancienne boursière Fulbright et membre du India China Institute. Elle a enseigné le développement et les affaires internationales à la New School University, à l'Université Columbia et à la Fondation Getúlio Vargas. Elle travaillé comme consultante en politiques pour de nombreux organismes des Nations Unies, ainsi que pour la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement. Elle a écrit de nombreuses publications sur la coopération Sud-Sud, le rôle des pays du groupe BRICS dans la gouvernance mondiale et les liens entre le développement et la sécurité. Elle détient un master et un doctorat en sociologie (développement international) de l'Université de Princeton.

Debapriya Bhattacharya (Bangladesh)

Macroéconomiste et spécialiste de l'analyse des politiques publiques, M. Bhattacharya est membre émérite du Centre de dialogue sur les mesures à prendre, un groupe de réflexion bangladais ; ancien Ambassadeur et Représentant permanent du Bangladesh auprès de l'Organisation internationale du Travail, des Offices des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève et à Vienne (2007-2009, période durant laquelle il était également accrédité auprès du Saint-Siège). Il a conduit, en tant qu'Ambassadeur et Représentant permanent, la délégation du Bangladesh au sein de plusieurs instances durant le Cycle de négociations de Doha pour le développement. Fonctions antérieures : Président du conseil de direction de la CNUCED ; coordonnateur du Groupe des pays les moins avancés (PMA) auprès du système des Nations Unies à Genève et Conseiller spécial du Secrétaire général de la CNUCED sur les PMA ; Directeur exécutif du Centre de dialogue sur les mesures à prendre ; associé principal de recherche au Bangladesh Institute of Development Studies ; associé principal Fulbright au Centre for Global Development de Washington ; universitaire invité à l'Institut pour la nouvelle technologie de Maastricht, à l'Université de Manchester et à l'Institute of Developing Economies de Tokyo ; membre associé de l'Asia Society de New York. Il est titulaire d'un master (obtenu avec mention) et d'un doctorat en économie de l'Institut d'économie nationale Plekhanov de Moscou. Il a fait ses études postdoctorales à la Queen Elizabeth House d'Oxford.

Winifred Byanyima (Ouganda)

Directrice générale d'Oxfam International, M^{me} Byanyima est défenseuse des droits des femmes et des droits de l'homme et spécialiste des inégalités économiques de renommée mondiale. Elle vient d'être nommée au Conseil consultatif sur l'égalité des sexes pour la présidence canadienne du G7 et à la Commission mondiale sur l'avenir du travail créée par l'Organisation internationale du Travail. Elle est la Présidente du Groupe stratégique régional sur l'Afrique du Forum économique mondial et l'ancienne Coprésidente de la réunion annuelle du Forum, tenue à Davos, et de la réunion du Forum sur l'Afrique. Ambassadrice mondiale du Partenariat pour

^a L'annexe n'a pas été revue par les services d'édition.

le gouvernement ouvert et membre du Conseil consultatif sur l'égalité des sexes et le développement de la Banque mondiale, elle a récemment siégé au sein du Groupe de haut niveau sur l'accès aux médicaments et du Groupe de haut niveau sur l'autonomisation économique des femmes. Fonctions antérieures : Directrice chargée de l'égalité des sexes et du développement au Programme des Nations Unies pour le développement et à la Commission de l'Union africaine. Elle a été députée au Parlement ougandais durant onze ans, après avoir participé à la lutte pour libérer le pays de la dictature. Elle est titulaire d'un master dans le domaine de l'environnement et de la conservation de l'énergie obtenu à l'Institut de technologie de Cranfield.

Ha-Joon Chang (République de Corée)

Chargé de cours pour les études de développement et d'économie politique du développement à la Faculté d'économie de l'Université de Cambridge, M. Chang a été Directeur assistant responsable des études de développement à la Faculté d'économie et de politique de l'Université de Cambridge. Il a dirigé le projet « Industrial Organisation and Industrial Policy » de l'Economic and Social Research Council du Centre for Business Research du Département d'économie appliquée de l'Université de Cambridge. Il a coordonné le projet « Development of East and South-East Asia and a New Development Strategy – Role of the Government » de la CNUCED. Il a dirigé le projet « Institutions and Economic Development – Theory, History, and Contemporary Experiences » de l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement. Il a été professeur et chargé de recherche à l'École d'études orientales et africaines de l'Université de Londres ; professeur invité au sein de diverses universités et consultant auprès d'organismes des Nations Unies et d'organisations financières multilatérales. Il est titulaire d'un doctorat de la Faculté d'économie et de politique de l'Université de Cambridge.

Diane Elson (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

M^{me} Elson est professeure émérite à l'Université d'Essex (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) et associée de recherche au Centre for Women's Global Leadership de l'Université Rutgers (États-Unis). Fonctions antérieures : professeure au Département des études de développement de l'Université de Manchester ; Conseillère spéciale auprès de la Directrice exécutive du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme. Elle a conseillé de nombreux organismes des Nations Unies et organisations gouvernementales et non gouvernementales et est Conseillère auprès de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Ses recherches actuelles sont axées sur les politiques fiscales et monétaires et la réalisation des droits de l'homme, sous l'angle du développement économique et des inégalités entre les sexes. Elle a écrit des articles publiés dans de nombreuses revues, des actes de conférences, des ouvrages et monographies et un des chapitres de l'ouvrage « Fifty Key Thinkers on Development ». Elle est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université de Manchester et est lauréate du Leontief Prize for Advancing the Frontiers of Economic Thought (2016).

Marc Fleurbaey (France)

Professeur d'économie et de sciences humaines (chaire Robert E. Kuenne) et professeur d'affaires publiques au Centre universitaire des valeurs humaines de la Woodrow Wilson School de l'Université de Princeton, M. Fleurbaey est titulaire de la chaire d'économie du bien-être et de la justice sociale au Collège d'études mondiales de la Fondation Maison des sciences de l'homme ; membre du Comité directeur du Panel international sur le progrès social ; coordonnateur éditorial de *Social Choice and Welfare* et ancien corédacteur en chef de *Economics and*

Philosophy ; ancien membre de la Commission (Stiglitz-Sen-Fitoussi) sur la mesure de la performance économique et du progrès social (2008-2009) ; membre du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) : auteur principal, coordonnateur du cinquième rapport d'évaluation (2010-2014) ; ancien chercheur au Centre national de la recherche scientifique et au Centre de recherche Sens, Éthique, Société de l'Université Paris Descartes. Ses recherches sont principalement axées sur l'économie normative et publique et sur les théories de la justice distributive. Il est l'auteur de nombreux ouvrages et articles et est titulaire d'un doctorat en économie de l'École des hautes études en sciences sociales de Paris.

Sakiko Fukuda-Parr (Japon)

Professeure d'affaires internationales à la New School, économiste du développement et spécialiste du développement humain, des droits de l'homme et de l'économie politique du développement, M^{me} Fukuda-Parr est l'auteure du livre « Fulfilling Social and Economic Rights » (en collaboration avec T. Lawson-Remer et S. Randolph), qui a reçu le prix du meilleur ouvrage dans le domaine de l'étude des droits de l'homme décerné par l'American Political Science Association. Autres publications récentes : Millennium Development Goals : Ideas, Interests, Influence (2017) ; Human Rights and the Capability Approach : An Interdisciplinary Conversation (en collaboration avec P. Vizard et D. Elson). Elle est titulaire de la chaire pour la gouvernance mondiale au service de la santé à l'Université d'Oslo. Fonctions antérieures : membre du Groupe de haut niveau du Secrétaire général sur l'accès aux médicaments et de la Commission Lancet-Université d'Oslo sur la gouvernance mondiale au service de la santé ; Directrice de publication et auteure principale des Rapports du PNUD sur le développement humain de 1995 à 2004.

Kevin Gallagher (États-Unis)

Directeur du Centre des politiques mondiales de développement de l'Université de Boston et professeur spécialiste des politiques mondiales de développement à l'École d'études internationales Frederick S. Pardee, M. Gallagher est coordonnateur du Programme sur les politiques mondiales de développement de l'Université de Boston ; universitaire invité dans le cadre du Programme sur les politiques publiques internationales de la School of Advanced International Studies à l'Université Johns Hopkins ; chargé de recherche principal à l'Institut du développement mondial et de l'environnement de l'Université Tufts ; coprésident de l'équipe spéciale du réseau Think 20, composé d'instituts de recherche et de laboratoires d'idées des pays du G20, chargée de réfléchir à une architecture financière internationale au service de la stabilité et du développement. Il est conseiller auprès de la CNUCED et membre du Comité consultatif sur les politiques économiques internationales du Département d'État des États-Unis ; ancien membre de l'Environmental Protection Agency et de la Commission nord-américaine de coopération environnementale ; chercheur principal à la Fondation MacArthur (2014-2016 et 2016-2018) et au Rockefeller Brothers Fund (2015-2017 et 2017-2019) et auteur de nombreux ouvrages et publications économiques. Il est titulaire d'un doctorat en politique économique internationale de l'Université Tufts.

Arunabha Ghosh (Inde)

Président-directeur général du Council on Energy, Environment and Water, établi à New Dehli, M. Ghosh est spécialiste des politiques publiques, conseiller, auteur, chroniqueur, expert en renforcement d'institutions et spécialisé dans les domaines de la gouvernance mondiale, des relations internationales et du développement humain, du climat, de l'énergie, du commerce, des ressources naturelles et de l'eau, de la propriété intellectuelle, de l'aide au développement, des

conflits et de l'extrémisme. Il a été coauteur et coéditeur de plusieurs ouvrages et articles. Il a plusieurs années d'expérience en tant que conseiller auprès d'organismes publics et d'organisations internationales, telles que le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la Banque asiatique de développement (BasD), le Secrétariat du Commonwealth, le Ministère du développement international du Royaume-Uni, le Centre de recherches pour le développement international, Agence internationale de l'énergie, la Société financière internationale, le GIEC, Oxfam International, Transparency International, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et la Banque mondiale. Il tient régulièrement des conférences publiques et a présenté des exposés au Président de l'Inde, au Parlement indien, au Parlement européen et au Sénat brésilien. Il est titulaire d'un master et d'un doctorat en relations internationales de l'Université d'Oxford et d'une bourse Global Leaders octroyée par les Universités de Princeton et d'Oxford.

Sen Gong (Chine)

M. Gong est Vice-Président exécutif du Center for International Knowledge on Development. Fonctions antérieures : Directeur général de l'Institut d'administration publique et de ressources humaines du Centre de recherche pour le développement du Conseil d'État ; Directeur général adjoint au Département du développement social du Centre de recherche pour le développement du Conseil d'État ; Directeur du Bureau de recherche sur les macropolitiques de l'Institut d'études sur l'assurance sociale du Ministère du travail ; consultant pour diverses organisations internationales, dont le PNUD, l'OMC, la Banque mondiale et la BasD. Il a écrit plusieurs publications sur des questions de développement durable, notamment sur ses aspects sociaux, et est titulaire d'un doctorat en politiques sociales de l'Université de Sheffield (Royaume-Uni).

Trudi Hartzenberg (Afrique du Sud)

Directrice exécutive du Trade Law Centre for Southern Africa, organisme s'employant à renforcer la capacité technique et institutionnelle de l'Afrique d'améliorer sa politique commerciale et sa gouvernance, M^{me} Hartzenberg est aussi économiste dans les secteurs du commerce et de la politique industrielle, de l'intégration régionale, des politiques de concurrence et des investissements. Elle a enseigné l'économie aux Universités du Natal et du Cap (Afrique du Sud). Elle a écrit sur le commerce international, l'intégration régionale, les investissements, la politique industrielle, les politiques et le droit de la concurrence et le développement des petites entreprises. Elle est consultante auprès d'organisations régionales et multilatérales telles que le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, l'OMC, la Communauté de développement de l'Afrique australe, l'Union douanière d'Afrique australe et le Consortium pour la recherche économique en Afrique. Elle collabore étroitement avec les gouvernements dans le domaine des politiques et du droit de la concurrence et conseille des cabinets d'avocats et des sociétés privées. Elle a été chargée d'évaluer la politique de concurrence de l'Afrique du Sud sur une période de dix à quinze ans. Elle possède un master en économie de l'Université du Natal (Afrique du Sud).

Rashid Hassan (Soudan)

Professeur et Directeur du Centre d'économie et de politiques de l'environnement en Afrique de l'Université de Pretoria, M. Hassan a précédemment travaillé au Conseil sud-africain de la recherche scientifique et industrielle, au Centre international d'amélioration du maïs et du blé en Afrique orientale et à l'Université de Djouba (Soudan du Sud). Il a été membre de nombreux conseils scientifiques ou

d'administration nationaux ou internationaux, comme le Conseil scientifique du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, le Conseil indépendant pour la science et les partenariats, le Groupe consultatif scientifique et technique pour l'environnement mondial, le Groupe scientifique et Groupe de travail (Coprésident) de l'évaluation de l'écosystème du Millénaire chargé des conditions et des tendances, le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et les changements climatiques du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, le Groupe consultatif universitaire sur le Rapport sur le développement dans le monde (2009) chargé de la question des changements climatiques, le Conseil d'administration du Centre de résilience de Stockholm, le Conseil scientifique de l'Institut de l'environnement de Stockholm et le Conseil du Human Sciences Research Council de l'Afrique du Sud. Il est membre de l'Académie des sciences sud-africaine, membre de l'Académie mondiale des sciences, chercheur principal au Centre pour le développement de la recherche de l'Université de Bonn et à l'African Association of Agricultural Economists. Il est le fondateur et rédacteur en chef de l'*African Journal of Agricultural and Resource Economics*, rédacteur adjoint ou membre du comité de rédaction de nombreuses revues internationales. Il est l'auteur de nombreuses publications et détient un master et un doctorat en économie de l'Université de Khartoum et de l'Université d'État de l'Iowa (États-Unis).

Stephan Klasen (Allemagne)

M. Klasen est professeur d'économie (titulaire de chaire) et Directeur de l'Institut de recherches économiques ibéro-américaines et du Centre de recherche sur la pauvreté, l'équité et la croissance dans les pays en développement et en transition de l'Université de Göttingen (Allemagne). Fonctions antérieures : professeur d'économie à l'Université de Munich ; professeur au King's College de l'Université de Cambridge ; économiste à la Banque mondiale. Il a été consultant auprès de diverses organisations internationales, dont l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le PNUD, l'Organisation de coopération et de développement économiques, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, la Banque asiatique de développement, ainsi que d'organisations d'aide bilatérale et de gouvernements de pays en développement. Ses recherches portent sur la pauvreté, les inégalités et la problématique femmes-hommes dans les pays en développement. Il est l'auteur de plus de 100 articles scientifiques et d'ouvrages concernant ces questions. Président du Réseau européen de recherche sur le développement et coordonnateur et auteur principal du cinquième rapport d'évaluation du GIEC, Il est titulaire d'un master et d'un doctorat de l'Université d'Harvard.

Amina Mama (Nigéria)

M^{me} Mama est Directrice du Department of Gender and Women Studies et de la Feminist Research Institute de l'Université de Californie (Davis), professeure spécialisée des questions de genre, de sexualité et de la condition de la femme et Présidente du Conseil d'administration du Fonds mondial pour les femmes. Elle est ancienne membre du Conseil d'administration de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social. Chercheuse et universitaire, elle a habité et travaillé au Nigéria, en Afrique du Sud, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, aux Pays-Bas et aux États-Unis d'Amérique. Elle a chapeauté pendant dix ans (de 1999 à 2009) la mise en place de l'African Gender Institute de l'Université du Cap comme institution-ressource continentale offrant un programme de bourses porteur de changement afin de faire converger la théorie et le militantisme féministes. Elle est l'auteure de nombreuses publications et est fondatrice et rédactrice en chef de la revue continentale « Feminist Africa » consacrée aux études du genre. Ses recherches, qui visent à renforcer l'activité militante féministe en Afrique, portent sur la culture et la subjectivité, le débat politique et les politiques, les mouvements de

femmes et le militarisme. Elle possède un doctorat en psychologie du travail appliquée du Birkbeck College de l'Université de Londres.

Mariana Mazzucato (Italie)

Professeure d'économie (Economics of Innovation and Public Value) à l'University College de Londres et Directrice de l'Institute for Innovation and Public Purpose de l'University College de Londres, son ouvrage « The Entrepreneurial State : debunking public vs. private sector myths », qui porte sur la nécessité d'élaborer de nouveaux cadres pour comprendre le rôle de l'État dans la croissance économique, a été n° 1 sur la liste des meilleurs livres de l'année 2013 établie par le *Financial Times*. Elle a été lauréate du prix d'économie politique New Statesman SPERI en 2014 et du prix Hans-Matthöfer en 2015 et désignée en 2013 comme l'un des trois principaux penseurs de l'innovation par *The New Republic*. Elle a conseillé des décideurs du monde entier sur les questions relatives à la croissance tirée par l'innovation et est membre du Comité de conseillers économiques du Gouvernement écossais, du Conseil sur l'économie de l'innovation du Forum économique mondial et du groupe consultatif de SITRA (Fonds finlandais pour l'innovation). Ses recherches portent sur les liens entre les marchés financiers, l'innovation et la croissance économique et sur les moyens de parvenir à une croissance tirée par l'innovation qui soit intelligente et viable, et profite à tous. Ancienne titulaire de la chaire RM Phillips de l'Unité de recherche en sciences politiques de l'Université du Sussex, elle a travaillé à l'Université de Denver, à la London Business School, à l'Université Bocconi et à l'Open University. Elle est titulaire du doctorat en économie de la New School for Social Research de New York.

Leticia Merino (Mexique)

Professeure à l'Institut de recherche sociale et du programme de troisième cycle de l'Université nationale autonome du Mexique portant sur les études de durabilité, M^{me} Merino étudie depuis longtemps la place des ressources naturelles dans les modes de subsistance des populations rurales. Elle est spécialiste de la gouvernance environnementale. Elle est ancienne présidente de l'International Association for the Study of the Commons, coordinatrice du prix Elinor Ostrom et membre du Conseil de l'International Association for the Study of the Commons ainsi que du Conseil du programme communautaire de la Commission de coopération environnementale. Elle est l'auteure principale des études du Groupe intergouvernemental sur la biodiversité et les écosystèmes ; membre du Leadership pour l'environnement et le développement durable et du programme de recherche « International Forestry Resources and Institutions » ; et consultante pour l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la Banque mondiale, les Ministères de l'environnement du Mexique et d'El Salvador, la Fondation Ford et l'Agence allemande de coopération internationale. Auteure ou coauteure de plusieurs ouvrages et articles et professeure invitée dans plusieurs universités, elle est titulaire d'un master en études démographiques de l'Université Jawaharlal Nehru (Inde) et d'un doctorat d'anthropologie de la Universidad Nacional Autónoma de México. Elle a suivi des études postdoctorales à l'atelier de théorie politique et d'analyse politique Vincent et Elinor Ostrom de l'Université de l'Indiana.

Jacqueline Musiitwa (Zambie)

Fondatrice et directrice associée du Hoja Law Group, établi à New York et à Kigali, M^{me} Musiitwa est spécialiste des affaires commerciales africaines et des solutions novatrices, et a travaillé dans les domaines des opérations juridiques, des stratégies d'entrée sur le marché et d'expansion, de l'atténuation des risques et des relations entre les gouvernements et les investisseurs. Elle a acquis son expérience

dans le secteur public, les organisations internationales, le secteur privé, la société civile et le milieu universitaire de plusieurs marchés mondiaux. Titulaire d'un diplôme de premier cycle en sciences politiques du Davidson College, elle a suivi le programme « Global Leadership and Public Policy in the 21st Century » de la Kennedy School, à Harvard ; a reçu une formation au leadership à la Oxford Business School ; est titulaire d'un certificat en droit international privé de l'Académie de droit international de La Haye, d'un doctorat en droit obtenu à la faculté de droit de l'Université de Melbourne (Australie) et d'un diplôme de deuxième cycle en droit appliqué de l'Université nationale australienne.

Keith Nurse (Trinité-et-Tobago)

M. Nurse est maître de recherche à l'Institut d'études sociales et économiques Sir Arthur Lewis, titulaire de la chaire Organisation mondiale du commerce à l'Université des Indes occidentales (UWI) et professeur assistant à l'École de commerce Arthur Lok Jack (Trinité-et-Tobago). Il a été Directeur exécutif de UWI Consulting Inc. et Directeur du Shridath Ramphal Centre for International Trade Law, Policy and Services. Il est membre du Conseil consultatif pour le développement économique créé par le Gouvernement trinidadien et du Bureau du Comité des politiques de développement. Il a travaillé comme consultant auprès de plusieurs organisations internationales et régionales, y compris l'UNESCO, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, l'Organisation des États américains, l'OCDE, la Banque interaméricaine de développement, le Centre de recherches pour le développement international, le Centre Sud, l'Organisation du tourisme des Caraïbes, Caribbean Export, Compete Caribbean et la Communauté des Caraïbes. Il est l'auteur d'articles spécialisés et de rapports d'orientation sur des questions telles que l'innovation et la politique commerciale, le secteur de la création et l'esprit d'entreprise, le tourisme et la chaîne de valeur mondiale, les migrations et les diasporas, la problématique femmes-hommes et la restructuration à l'échelle mondiale, et les changements climatiques et le développement durable.

José Antonio Ocampo Gaviria (Colombie)

M. Ocampo Gaviria est membre du Conseil d'administration de Banco de la República (Banque centrale de la Colombie) ; professeur (en congé) à l'École d'affaires publiques et internationales, coprésident de l'initiative pour l'Initiative for Policy Dialogue et membre du Comité sur la réflexion mondiale de l'Université Columbia. Fonctions antérieures (ONU et Colombie) : Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales ; Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes ; Ministre des finances ; Ministre de l'agriculture ; Directeur du Bureau de la planification nationale ; Chef de la Commission du développement rural (2015-2016). Il a été l'un des deux candidats des pays en développement à la présidence de la Banque mondiale en 2012. Il a reçu de nombreuses distinctions académiques, dont le prix Jaume Vicens Vives, décerné par l'Association espagnole d'histoire économique au meilleur ouvrage espagnol ou latino-américain sur l'histoire de l'économie (en 2012), le Leontief Prize for Advancing the Frontiers of Economic Thought (en 2008) et le prix national des sciences Alejandro Angel Escobar, remis par la Colombie (en 1988). Il a écrit de nombreux ouvrages sur la théorie et les politiques macroéconomiques, les questions financières internationales, le développement économique et social, le commerce international et l'histoire des économies colombienne et latino-américaine.

Teresa Ribeira (Espagne)

M^{me} Ribeira est Directrice de l'Institut du développement durable et des relations internationales, un institut de recherche et de conseil de premier plan sur les politiques multilatérales, mondiales, régionales et locales dans les domaines du climat et de l'énergie, de la biodiversité et des océans et du développement durable et de la gouvernance mondiale. Elle a participé au premier chef aux préparatifs de la vingt-et-unième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui a abouti à la signature de l'Accord de Paris. Elle est spécialiste de la vulnérabilité et de la résilience face aux changements climatiques et a beaucoup travaillé sur les questions liées à la pauvreté, la sécurité et le financement du développement. Anciennes fonctions : Secrétaire d'État chargée des changements climatiques au Ministère espagnol de l'environnement et des affaires rurales et maritimes, Directrice-générale du Bureau espagnol des changements climatiques. Elle a un diplôme d'études universitaires supérieures en droit public de l'Université Complutense de Madrid et un master en droit constitutionnel et en sciences politiques du Centro de Estudios Constitucionales.

Meg Taylor (Papouasie-Nouvelle-Guinée)

M^{me} Taylor est Secrétaire générale du Forum des îles du Pacifique, groupe politique de 16 États indépendants et autonomes, et ancienne ambassadrice de la Papouasie-Nouvelle-Guinée auprès des États-Unis d'Amérique, du Mexique et du Canada, en poste à Washington de 1989 à 1994. Elle est Dame Commandeur de l'Ordre de l'Empire britannique depuis 2002. Autres fonctions antérieures : juriste au sein du Bureau d'aide juridictionnelle et dans le secteur privé ; membre de la Commission de la réforme législative ; Vice-Présidente et conseillère-médiatrice pour l'application des directives du Groupe de la Banque mondiale (poste obtenu en 1999, au terme d'une procédure de sélection dirigée par la société civile et les milieux industriels et universitaires). Elle a siégé aux conseils d'administrations de la Banque de Papouasie-Nouvelle-Guinée, de plusieurs entreprises papouanes-néo-guinéennes dans les secteurs de la finance, de l'agriculture et des ressources naturelles, de sociétés cotées en bourse en Australie et d'organisations internationales de préservation de l'environnement et d'instituts de recherche. Elle est titulaire d'un diplôme supérieur en droit de l'Université de Melbourne (Australie) et d'un master en droit de l'Université de Harvard (États-Unis).

Taffere Tesfachew (Éthiopie)

Consultant indépendant sur les questions relatives aux investissements, aux technologies, au commerce et au développement, M. Tesfachew a été Directeur de la Division de l'Afrique, des pays les moins avancés et des programmes spéciaux de la CNUCED, poste auquel il a coordonné l'élaboration des avis fournis par la CNUCED à près de 90 pays en développement et dirigé une équipe d'économistes chargés de rédiger les rapports annuels de la CNUCED sur le développement économique en Afrique et les pays les moins avancés. Il a travaillé sur des questions de développement aux niveaux national et international, en particuliers sur le commerce et le développement et des sujets connexes tels que les investissements, la politique industrielle, les technologies, le développement des entreprises et l'intégration régionale. Il a représenté l'ONU dans plusieurs instances nationales, régionales et multilatérales et a notamment donné son avis d'expert et des données factuelles dans le cadre d'une enquête du Groupe parlementaire multipartite britannique sur le commerce et la pauvreté. Il est titulaire d'un B. A. et d'un master en économie de l'Université de Lancaster (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) et d'un master et d'un doctorat en économie de l'Institut d'études du développement de l'Université du Sussex (Royaume-Uni).

Kori Udovicki (Serbie)

M^{me} Udovicki est Directrice du Center for Advanced Economic Studies de Belgrade, groupe de réflexion et d'action œuvrant à la reprise économique et à la consolidation de la démocratie en Serbie, ainsi qu'à la convergence du pays avec l'Union européenne. Fonctions antérieures : Vice-Première Ministre et Ministre de l'administration publique et de l'administration territoriale autonome de la Serbie ; Ministre de l'énergie et des mines de la Serbie ; Directrice du Bureau régional pour l'Europe et la Communauté d'États indépendants au PNUD ; Gouverneure de la Banque nationale de Serbie ; économiste au FMI. Elle est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université Yale.

Natalya Volchkova (Fédération de Russie)

M^{me} Volchkova est maître de conférences et Directrice chargée des politiques au Centre de recherche économique et financière, de la Nouvelle école économique qui relève de l'Institut central d'économie et de mathématiques de Moscou. Fonctions antérieures : spécialiste invitée à l'Institut des économies de transition de Stockholm, à l'Université de Harvard et au Massachusetts Institute of Technology ; chargée de cours d'économie internationale au Collège international d'économie et de finance de Moscou. S'agissant de ses activités civiques et internationales, elle est membre d'Open Government of Russia, du forum de dialogue Afrique du Sud-Russie, du Council for Global Problem Solving et du Conseil d'experts de la Commission économique eurasienne. Auteure de divers ouvrages et articles économiques, elle a reçu la bourse VISBY pour chercheurs principaux (Suède) et la bourse Fulbright pour universitaires invités (États-Unis). Elle est titulaire d'un doctorat en économie de l'Institut central d'économie et de mathématiques de Moscou.
